



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE D'YCHOUX

Séance du 2 décembre 2024

Conseillers Municipaux en exercice : 18

Qui ont pris part à la délibération : 17

**Date de la convocation :**  
26.11.2024

**Date de l'affichage :**  
26.11.2024

**L'an deux mille vingt-quatre, le deux du mois de décembre à dix-huit heures trente minutes,** le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie sous la présidence de  
**M. Vincent CASTAGNÈDE, Maire.**

**Présents :** Mme Stéphanie ABALLONI, Mme Sabrina DANIEL-CALONNE, Mme Sandrine LABASTE, Mme Sonia LIHAN, Mme Ludiwine MOUNEYRES, Mme Céline SÉGAUT, M. Pierre-Mickaël BESSON, M. Éric BRÈTHES, M. Gérard CARRÈRE, M. Vincent CASTAGNÈDE, M. François DEFALQUE, M. Vincent LOUBÈRE, M. Jérémy PERROU, M. Michel VALEN,

**Absents excusés :** Néant

**Absents :** Mme Aurélie DESCOURS

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

Mme Valérie CHEVALLIER a donné pouvoir à Mme Céline SÉGAUT  
Mme Sabine BUBIEN-VIU a donné pouvoir à M. Gérard CARRÈRE  
M. Vincent VILARD a donné pouvoir à M. Jérémy PERROU

**Secrétaire de séance :** M. Vincent LOUBÈRE

**Délibération n°20241202\_1 :**

Ouverture par anticipation de crédits budgétaires pour la section d'investissement 2025

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.



En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'ouverture des crédits des dépenses d'investissement, afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement selon le détail ci-dessous :

| Chapitre   | Crédits votés<br>au BP 2024 | RAR 2023<br>inscrits au<br>BP 2024 | Crédits ouverts<br>au titre de la<br>DM votées le<br>04/07/2024 | Montant total | Crédits pouvant<br>être ouverts par<br>l'assemblée<br>délibérante au<br>titre de l'article<br>L1612-1 du CGCT |
|--|-----------------------------|------------------------------------|---|---------------|---|
| 20 – Immobilisations<br>incorporelles (hors<br>opérations) |                             |                                    |   |               |   |
| 203 - Frais d'études,<br>recherche,<br>développement       | 42 500.00 €                 | -                                  | - 20 000.00 €   | 22 500.00 €   | 5 625.00 €  |
| 21 – Immobilisations<br>corporelles (hors<br>opérations)   |                             |                                    |   |               |   |
| 2111 - Terrains nus  | 140 000.00 €                | -                                  | -   | 140 000.00 €  | 35 000.00 €   |
| 212 - Agencements<br>et aménagements de<br>terrains        | 2 000.00 €                  | -                                  | -   | 2 000.00 €    | 500.00 €  |
| 2131 - Bâtiments<br>publics                                | 70 000.00 €                 | 1 220.00 €                         | + 6 000.00 €  | 77 220.00 €   | 19 305.00 €   |
| 2132 - Bâtiments<br>privés                                 | 80 000.00 €                 | -                                  | -   | 80 000.00 €   | 20 000.00 €   |
| 2151- Réseaux de<br>voirie                                 | 70 000.00 €                 | -                                  | + 40 000.00 €   | 110 000.00 €  | 27 500.00 €   |
| 2152- Installations<br>de voirie                           | 5 000.00 €                  | 1 950.00 €                         |   | 6 950.00 €    | 1 737.00 €  |
| 2158 - Autres<br>inst.,matériel,outil.<br>techniques       | 9 000.00 €                  | -                                  | + 3 000.00 €  | 12 000.00 €   | 3 000.00 €  |



|   |             |            |              |             |             |
|---|-------------|------------|--------------|-------------|-------------|
| 2181 - Install. générales, agencements    | 50 000.00 € |            | + 7 000.00 € | 57 000.00 € | 14 250.00 € |
| 2183 - Matériel informatique              | 10 000.00 € | 1 100.00 € | -            | 11 100.00 € | 2 775.00 €  |
| 2188 - Autres immobilisations corporelles | 37 000.00 € | -          | -            | 37 000.00 € | 9 250.00 €  |

Le conseil municipal s'engage à reprendre ces crédits ouverts par anticipation au budget primitif de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité les propositions de Monsieur le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

Le Secrétaire,

Vincent LOUBÈRE

Le Maire,

Vincent CASTAGNÈDE